

plusieurs circonstances, elle a adressé soit aux assemblées législatives, soit au Ministre de l'Instruction publique, des mémoires importants sur les projets de loi à l'ordre du jour, ou les règlements relatifs aux examens. Je citerai, comme exemples, une partie des travaux de ces dernières années.

En 1862, un mémoire tendant à la suppression de la bifurcation et à l'introduction d'une dissertation philosophique dans les examens du baccalauréat ès-lettres.

En 1869, une série d'études sur l'éducation commerciale présentées à la Chambre de commerce de Lyon et qui ont amené la création de l'École de commerce de notre ville.

1870. Etudes sur l'organisation des *Facultés libres* et le mode de collation des grades, mémoire remis à M. Guyot, président de la Commission de l'enseignement supérieur.

1871. Mémoire au ministre pour demander le rétablissement de l'enseignement religieux dans les écoles municipales de Lyon supprimé, ensuite d'une *violation flagrante de la loi*, par l'administration sortie des événements subversifs de 1870.

Mémoire sur la création d'une Société de géographie de Lyon.

1872. Pétition à l'Assemblée relative aux dispenses à donner par la loi militaire aux instituteurs et aux professeurs.

1875. Mémoires sur les avantages et les inconvénients de la gratuité absolue de l'instruction primaire, sur la limite d'âge à fixer pour l'admission aux examens d'institutrice.

Chaque année, depuis 1855, la Société met aussi au concours l'étude d'une question relative à l'éducation et distribue des prix d'une valeur de trois à cinq cents francs.